



Saint Denis, le 13/11/2017

Monsieur le Directeur,

Le dialogue social à la DGFIP ne ressemble plus qu'à une mascarade et la DRFIP de la Réunion n'échappe pas à ce processus

Lors des réunions, nous sommes présents seulement pour être informés . Nos échanges sont stériles et les décisions sont prises bien avant les instances.

Nous perdons notre temps et notre énergie à essayer de vous faire comprendre les difficultés liées à vos décisions, nous signalons sans relâche jour après jour les problèmes, mais les mêmes réponses évasives ou inadaptées nous sont apportées.

Vous avez eu connaissance, il y a plusieurs semaines déjà, du projet de réorganisation des emplois à la Réunion.

Comme toujours, nous n'aurons connaissance de ces évolutions ou régressions qu'au dernier moment, il n'y aura aucune discussion et nous ne ferons qu'acter des chiffres.

Ce ne sont pas les conditions générales d'un dialogue constructif. Le respect et la confiance ont disparu. Les personnels de ce département devront subir les conséquences de ce chiffrage, en peinant au quotidien.

Monsieur le Directeur, quoique nous disions, quoique nous fassions, vos décisions et les suites de celles-ci sont inéluctables et ce sont bien les vôtres. Nous vous avons dit à plusieurs reprises que nous ne les partageons pas.

Le dialogue n'existe plus, mais vous l'affichez sans réserve comme ayant servi de base aux prises de décisions.

Désormais, nous ne participerons plus jusqu'à une date indéterminée à cette comédie de mauvaise qualité et aux réunions de fausse concertation.

Nous ne siégerons plus en CHSCT, en CTL ou en GT .

Par ailleurs, **nous ne participerons plus au DUERP.**

Depuis le début de l'existence de ce DUERP, il ne sert que de prétexte à un semblant de dialogue sur les conditions de travail au sein de nos services sans jamais apporter de solution sérieuse.

Quant aux risques psycho sociaux, aucune avancée n'a eu lieu malgré des heures de réunions .

Nous ne participerons donc plus à l'affichage de la bonne conscience de la Direction Générale dont le seul intérêt est de comptabiliser le nombre de réunions et non les problèmes résolus.

Un tel mépris pour les agents de cette administration est inadmissible.

Nous, en revanche, continuerons à remplir nos mandats en restant auprès des collègues, et en dénonçant fortement leurs conditions de travail et en portant par d'autres moyens leurs revendications.

La Secrétaire Départementale
de Solidaires Finances Publiques 974

Magali Billard

Le Secrétaire Départemental
de la CGT

Pierrick Ollivier